

# «L'idée de l'opposition entre un centre et la province ne s'affirme que sous Louis XIV»



(/) > [VOX \(http://premium.lefigaro.fr/vox\)](http://premium.lefigaro.fr/vox) > [Vox Societe \(http://premium.lefigaro.fr/vox/societe\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/societe)



Par [Eugénie Bastié](#) (#figp-author)

Mis à jour le 14/02/2019 à 11h46 | Publié le 13/02/2019 à 20h18

FIGAROVOX/ENTRETIEN - L'opposition schématique entre jacobins et girondins ne permet pas de comprendre l'histoire de l'organisation territoriale de la France, juge l'historien Olivier Grenouilleau, qui publie un essai pointu sur les relations tourmentées entre l'État et les « petites patries ».

**LE FIGARO.- Vous analysez les rapports entre identités régionales et État en France. Sommes-nous aveuglés par l'opposition, issue de la Révolution, entre un jacobinisme républicain et centralisateur et un «provincialisme» conservateur?**

**Olivier GRENOUILLEAU.-** La rupture est à la fois juste et à nuancer. Elle est fondatrice, car la Révolution voit se cristalliser des positions ensuite perçues comme jacobines ou décentralisatrices, et devenues de quasi-«lieux de mémoire». Mobilisés après coup, ces positions conduisent à jouer la même pièce sur des scènes ayant changé et à travestir des réalités plus complexes.

Avec le recul du temps long (le livre aborde le sujet depuis l'époque gallo-romaine et les temps médiévaux), on voit que la question de la «centralisation» est antérieure à la Révolution, comme l'a montré Tocqueville. Les provinces comme circonscriptions administratives sont créées par la monarchie pour lutter contre les territoires féodaux. Et des projets de réforme territoriale associés à la création d'assemblées délibératives de notables se font jour à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup>. La Révolution transforme et modifie l'essai. L'idée d'une départementalisation faisant table rase du passé est un cliché. Au départ, il y a bien un quadrillage géométrique de l'espace. Mais les commissions écoutent des milliers de personnes. Le maillage provincial est brisé, du moins le pense-t-on. Mais on évite un découpage trop abstrait. Par contre, officiellement, il n'y a désormais plus rien entre la «localité» et la «nation».

**L'opposition entre Paris et la province est-elle consubstantielle à la nation française?**

Le moment où se cristallise l'image d'une «province» générique opposée à un «centre» (ici la société de cour) correspond à l'absolutisme louisquatorzien. On le voit dans les dictionnaires de l'époque. C'est là que se forgent des clichés sur l'«incivilité» de la province. L'opposition Paris-Province revêt ensuite des aspects plus politiques encore, notamment avec la Terreur et la crise dite «fédéraliste» (guerre de Vendée, soulèvements à Lyon, Bordeaux).

## **La France se caractérise par une grande diversité culturelle et une grande unité administrative. Est-ce un cas à part en Europe?**

Le sentiment d'appartenance à des communautés territoriales existe partout ailleurs, à des degrés variables. La spécificité française réside sans doute dans l'existence d'un couple articulant un État central fort et des sentiments d'appartenance générateurs d'identités parfois tout aussi forts. On a longtemps pensé que la France ne pouvait être grande que si elle était unie. Tout élément de différenciation était perçu comme facteur de division et d'affaiblissement.

### **Quitte à éradiquer les langues régionales par la force...**

Il est vrai que le français l'a emporté sur les autres langues, **même si l'on assiste actuellement à un renouveau en ce domaine.** (<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2017/05/05/01016-20170505ARTFIG00317-les-langues-regionales-meritent-elles-vraiment-l-agregation.php>)

Ce processus autoritaire s'est effectué via l'école, qui devait faire une nation à partir d'un «agrégat inconstitué de peuples désunis» (Mirabeau). Il est aussi venu d'en bas, de familles souhaitant parler français pour faire jouer l'ascenseur social. Le paradoxe, générateur de traumatisme, est que c'est au moment où, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on valorise de plus en plus le «patrimoine» régional et que la France rurale est à son apogée, que les langues régionales déclinent, autant du fait des transformations globales de la société que de l'école. Aussi, les langues régionales deviennent plus encore marqueurs d'identités.

### **Au XIX<sup>e</sup> siècle, le régionalisme est défendu par les libéraux, les monarchistes et certains socialistes. La thématique de l'enracinement localiste est-elle plutôt conservatrice?**

Au milieu du XIX<sup>e</sup>, l'idée régionale est très répandue. Mais chacun l'interprète à sa manière. Les conservateurs et les royalistes y sont plutôt favorables. Les libéraux aussi, mais, à l'instar des radicaux comme Louis Blanc, ils pensent le localisme en termes de «libertés nécessaires» et privilégient l'échelon de la commune. Et, en 1863, Proudhon publie Du principe fédératif. Une tradition anarchiste qui, un siècle plus tard, dans les années 1960-1970, sera réactivée par un régionalisme de gauche, voire d'extrême gauche.

---

## **Le clivage actuel oppose non pas l'État à la province, mais les métropoles à une bonne partie du pays**

---

Ce qui change peu selon les époques est que l'étude des identités régionales a été longtemps délaissée. Les politiques ont souvent tenté de les esquiver - en s'en servant comme repoussoirs ou bien en les diluant dans la «réforme administrative» ou bien «l'aménagement du territoire». Seule exception, aux débuts du XX<sup>e</sup> siècle: le temps d'une génération, on pense que les identités peuvent et doivent se cumuler. C'est l'amour des «petites patries» régionales, dit-on, qui doit nourrir celui de la « grande nation». Puis viennent les radicalisations de l'entre-deux-guerres et l'élargissement du fossé entre des identités parfois perçues comme ne pouvant plus qu'être dissociées.

**La question des territoires est revenue sur le devant de la scène avec la crise des «gilets jaunes». Inscrivez-vous la question de la «France périphérique» dans l'histoire que vous décrivez?**

Le clivage actuel oppose non pas l'État à la province, mais les métropoles à une bonne partie du pays, lequel n'est pas seulement «rural». Il révèle un fossé entre une partie des élites parisiennes et du peuple des grandes villes, et les autres composantes de la population. Fossé ancien mais aggravé par des discours perçus comme profondément méprisants. D'où un fort ressentiment. C'est un élément essentiel.

Se rejoue ici l'opposition entre des «centres» qui aiment se penser avant-gardistes et des «périphéries» trop souvent décrites comme incapables de comprendre l'avenir radieux qu'on leur propose. Répondre à cette crise en donnant un chèque en blanc aux collectivités et administrations locales gagnées aussi par une fiscalisation croissante serait une erreur. Cela traduit surtout l'aspiration à une meilleure prise en compte du réel, à ses diverses échelles. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la mise en place d'un marché national s'accélère avec le chemin de

fer. Les régions sont davantage mises en concurrence, avec l'intrusion du capitalisme parisien et de la France industrielle dans les destinées d'autres régions. C'est à ce moment que le régionalisme se renforce et qu'apparaît le discours sur la «colonisation» économique de certaines provinces. On assiste aujourd'hui, à d'autres échelles, entre les États-nations et le système monde ou l'Union européenne, à la réactivation de clivages un peu comparables.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 14/02/2019. **Accédez à sa version PDF en cliquant ici** (<http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2019-02-14>)

Bibliothèque  
des  
HISTOIRES

## Nos petites patries

Identités régionales et État central,  
en France, des origines à nos jours

par

OLIVIER GRENOUILLEAU

nrf  
Éditions Gallimard

Gallimard, 281 p., 22 € - Crédits photo :  
Gallimard



(<http://plus.lefigaro.fr/page/eugenie-bastie>)

**Eugénie Bastié**

(<http://plus.lefigaro.fr/page/eugenie-bastie>)

Suivre

(<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/8132503>)